



HAL
open science

Master Science politique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Science politique. 2009, Université de Cergy-Pontoise - UCP. hceres-02035509

HAL Id: hceres-02035509

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02035509>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague D

ACADÉMIE : VERSAILLES

Établissement : Université de Cergy-Pontoise

Demande n°S3100018522

Domaine : Droit, économie, gestion, science politique

Mention : Science politique

Avis Aeres

Appréciation (A+, A, B ou C) : B

Avis global : (sur la mention et l'offre de formation)

Les objectifs scientifiques sont clairement déclinés et paraissent en cohérence avec l'évolution des relations politiques en cours au sein du monde méditerranéen et de l'importance prise par le paradigme de l'Etat de droit au niveau universel.

L'objectif est en effet celui de permettre aux étudiants de se spécialiser en science politique et ce dans la continuité du renforcement de la place accordée à la Science politique dans le cursus.

La première des spécialités, à finalité recherche, vise la connaissance du politique dans le monde méditerranéen. L'objectif est ici de former des analystes et experts de cette aire géographique, dont l'importance essentielle se confirme pour l'Europe. A finalité professionnelle, la seconde spécialité ambitionne de former, par le biais d'une double formation en Droit et Science politique, des experts en configurations, outils et dispositifs des processus démocratiques. Les débouchés professionnels peuvent apparaître comme assez aléatoires ou du moins restreints.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche satisfaisant et s'insère dans un maillage de relations internationales très dense.

Sur le plan pédagogique, la mention est conçue de manière cohérente.

● Points forts :

- Originalité de la formation proposée.
- Mixité des savoirs (droit/science politique notamment).
- Cohérence du parcours, complémentarité entre master 1 et 2, entre cours et séminaires du master 2.
- Adossement à la recherche.
- L'inscription de cette formation dans l'un des 4 grands pôles scientifiques de l'Université : les «transferts culturels et transmissions des savoirs».
- L'originalité de la spécialité «Ingénierie démocratique» : elle met l'accent davantage sur la pratique démocratique et les outils de cette pratique que sur l'aspect théorique de l'Etat de droit en général.
- La pluridisciplinarité de la formation, son ouverture à un large public (juristes, politistes, sociologues, linguistes, historiens, géographes, etc.) et la mutualisation d'une bonne partie de ses unités d'enseignement.
- Son adossement futur à un groupe de recherche dynamique et reconnu («Centre d'études politiques de l'Europe latine» (UMR 5112), dont l'Université de Cergy-Pontoise devrait devenir, au cours de l'année 2009-2010, le 3ème partenaire (avec le CNRS et Montpellier 1).

● Points faibles :

- La formation poursuit une double spécialisation : former des spécialistes de la gouvernance démocratique et de la Méditerranée en général. Or, le gisement d'emplois, sous ses différents aspects, dans ces deux domaines, ne semble pas très important, ni localement, ni sur le plan national et international.

- Le pourcentage d'intervenants professionnels paraît limité (20%).
- L'enseignement des langues étrangères est faible : une seule langue, l'anglais, est retenue pour l'heure, dans le cadre des conférences de méthode.
- La spécialité «Ingénierie démocratique» a pour objectif de donner une solide formation à la fois juridique et politiste. Or, le recrutement d'étudiants non juristes, non politistes, suite à un simple examen d'entrée en septembre sur des matières « fondamentales » du droit, paraît problématique voire, à la limite, incompatible avec la finalité affichée.
- L'équipe pédagogique locale de politistes engagés dans la formation ne semble pas très importante. Certes, on prévoit le recours au vivier d'enseignants politistes de l'Université de Montpellier 1, mais, étant donné la distance et le coût matériel de l'opération, ceci paraît difficilement praticable.

Avis par spécialité)

Etat et espaces méditerranéens

- Appréciation (A+, A, B ou C) : B
- Points forts :
 - Le développement de la recherche concernant l'espace méditerranéen du nord et du sud, espace en pleine effervescence et mutation.
 - Son adossement futur à un groupe de recherche dynamique et reconnu concernant la Méditerranée (« Centre d'études politiques de l'Europe latine » (UMR 5112)).
- Points faibles :
 - L'équipe pédagogique locale de politistes semble insuffisante. Et le recours à des enseignants de Montpellier 1 n'est peut-être pas si évident.
 - L'absence d'un Laboratoire de recherche, localement, dédié à la science politique ou à la Méditerranée.
 - Le gisement d'emplois pour les futurs diplômés, y compris pour ceux qui poursuivront leur formation par une thèse, paraît bien restreint.

Ingénierie démocratique

- Appréciation (A+, A, B ou C) : B
- Points forts :
 - Nouveauté (relative, car même si des formations existent ailleurs sous un autre intitulé, elles demeurent rares dans l'ensemble).
 - Solidité, sérieux du cursus.
- Points faibles :
 - Le gisement d'emplois pour les futurs diplômés, y compris pour ceux qui poursuivront leur formation par une thèse, paraît restreint compte tenu de l'aspect ponctuel des besoins de ce type de profil.
 - Recours à des professionnels, prévu mais à intensifier.
- Recommandation:

Il serait judicieux d'opérer un regroupement et de traiter cette spécialité, comme un parcours au sein de la spécialité «Droit des relations économiques internationales» de l'UFR de Cergy, quitte bien sûr à restructurer cette spécialité et la mention «Droit international» qui la chapeaute.

Commentaire et recommandations

- La formation est cohérente avec le projet scientifique largement pluridisciplinaire de l'Université et celui de l'UFR. Toutefois, cette nouvelle formation présente des insuffisances, au niveau pédagogique (équipe pédagogique, modalités de recrutement, langues), au niveau de son intégration dans son environnement local et au niveau des débouchés potentiels des futurs diplômés.
- Ne serait-il pas possible de développer un partenariat avec l'Université de Paris X et plus précisément avec le master en science politique, mention «Sociologie Politique comparative» qui reprend certaines thématiques de la mention que l'UFR de Cergy-Pontoise se propose de créer ?
- Autrement, ne serait-il pas plus judicieux de faire un regroupement de ces deux spécialités avec les mentions existantes ? Par exemple, faire de la spécialité «Ingénierie démocratique», une spécialité ou un parcours de la mention «Droit public» ; et faire de la spécialité «Etat et espace méditerranéen», une spécialité ou un parcours de la mention «Droit international» ?